



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2598  
18 mai 2018  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **La grève des cheminots**

# **Une lutte**

# **qui concerne**

# **tous les travailleurs**



## **Moyen-Orient**

**L'impérialisme  
prépare de nouveaux  
massacres**

Page 16



## **Fête de Lutte ouvrière**

### **19 - 20 - 21 mai à Presles**

Pages 7 à 10

# Journée sans cheminots : un succès pour tous les travailleurs qui veulent relever la tête

Plus d'un mois après le démarrage de leur mouvement, le 18<sup>e</sup> jour de grève des cheminots a été un succès. La mobilisation a rejoint les plus hauts niveaux du début de leur lutte. Les trois quarts des conducteurs et des contrôleurs ainsi qu'une bonne partie du personnel des gares, des aiguillages, de l'équipement ou du matériel étaient en grève, faisant du 14 mai une journée sans cheminots et sans trains sur bien des lignes.

C'est un démenti cinglant aux mensonges de la direction qui, relayée par les médias, annonce chaque semaine que le mouvement s'érode et qui compte les cars de remplacement comme des trains circulants, pour minimiser l'impact de la grève. Elle ajoute d'ailleurs la calomnie au mensonge, évoquant des « menaces d'exactions et de blocages de gares », comme si la grève était le fait d'une minorité d'excités !

La réalité, c'est que les grévistes ont milité pour le succès de cette journée. Ils ont fait le tour des gares, des dépôts, des ateliers, pour convaincre tous ceux qui participent au mouvement de manière occasionnelle, ou qui ne se mobilisent pas d'habitude, de les rejoindre ce jour-là. Et la participation élevée à la grève est le meilleur des référendums pour montrer que la réforme de Macron ne passe pas.

Depuis le début du mouvement, la direction et le gouvernement jurent la main sur le cœur que la SNCF restera publique. Mais une note de travail entre la SNCF et le gouvernement prouve que la privatisation est bien en projet. Tout ce beau monde ment sans vergogne. Alors oui, les cheminots ont mille fois raison de rejeter cette réforme, qui prétend leur imposer la régression de leurs conditions de travail, de leurs salaires, de leurs retraites ; mille fois raison de s'opposer à toute cette politique qui sera un cadeau au capital et un recul pour les travailleurs du rail comme pour les usagers !

En refusant de se soumettre, les cheminots contribuent à changer le climat social. Leur résistance est un obstacle sur la route de Macron, dont la réforme de la SNCF s'inscrit dans l'offensive menée contre le monde du travail depuis des années.

Une entreprise après l'autre, les travailleurs ont encaissé les coups, les fermetures de sites, les licenciements, la préca-

rité généralisée, le sacrifice de jours de congés, la baisse des salaires, à coups de chantages à la compétitivité.

Les mesures des gouvernements successifs ont accompagné cette régression imposée par le patronat, avec des mesures taillées pour faciliter l'exploitation. Au nom de la reprise, bien sûr, avec la promesse que fabriquer des chômeurs aujourd'hui permettrait des emplois futurs et que les sacrifices actuels feraient la prospérité de demain.

La prospérité est effectivement au rendez-vous... pour la bourgeoisie, dont les milliards s'amoncellent. Les actionnaires se gavent, empochant une part toujours plus grande des bénéfices. Les actionnaires des 40 plus grandes entreprises françaises ont ainsi plus que doublé la part des bénéfices qu'ils s'attribuent, passant de 30% à 67% ces quinze dernières années. Voilà à qui profite la politique antiouvrière des gouvernements successifs, aggravée par Macron !

Cette politique a suscité des réactions, des manifestations contre la loi El Khomri, ou contre la casse du Code du travail, aux protestations contre les mesures amputant les pensions des retraités, réduisant les APL, renforçant le contrôle des chômeurs pour les obliger à accepter n'importe quel boulot précaire. Mais il n'y a pas eu d'opposition suffisamment massive et déterminée pour la mettre en échec.

Avec leur grève, qui reste solide et déterminée, les cheminots ont relevé la tête. C'est ce qui leur attire la sympathie d'une majorité de travailleurs. Leur mouvement contribue, même de manière limitée, à nous redonner confiance en nos forces, à faire progresser la conscience que nous avons les moyens d'arrêter l'offensive de la classe capitaliste.

Oui, nous les travailleurs, qui produisons tout dans cette société, avons le pouvoir de barrer la route à l'offensive de la bourgeoisie. Nous pouvons nous opposer à la logique de ce système capitaliste en déclin. Un système qui, dans les pays riches comme la France, fait la guerre aux travailleurs pour ramener leurs conditions de vie et de travail un siècle en arrière, et qui condamne des populations entières au sous-développement, semant barbarie et chaos à travers le monde.

Pour refuser cet avenir-là, il faut préparer le nôtre !

## Au sommaire

<b>LEUR SOCIÉTÉ</b>		<b>CHEMINOTS</b>		Grande distribution	13	Vélib' : grévistes toujours mobilisés	15
Attentat à Paris : la barbarie et ceux qui l'entretiennent	4	Festival de Cannes : derrière les paillettes	6	SNCF - Tours	13	<b>DANS LE MONDE</b>	
				Salaires des PDG	13	Italie : des antisystèmes prêts à obéir au capital	11
Camps de migrants : une situation dramatique créée par le gouvernement	4	Football : agressions racistes au stade	6	La Poste - Rennes : mobilisation réussie	14	Pérou : un ex-président menacé de retourner en prison	11
Hommage à la Commune	4	À Nanterre : examens ou pas...	12			Gaza : halte au massacre des Palestiniens	16
SAMU : économies criminelles	6	À Paris Tolbiac : le mouvement continue	12	La Poste Nouvelle Aquitaine	14	Moyen-Orient : l'impérialisme prêt à un nouveau conflit	16
Médecine du travail : condamnée pour avoir dit la vérité	6	Carburants : le racket programmé	12	Marseille : bibliothèques en manque de moyens	14		
		Engie : toujours plus pour les actionnaires	12	PSA - Rennes	14		
				Lidl : même patron, même combat	15		
				Ugitech - UGINE	13		

# Travailleurs de la fonction publique : dans la rue le 22 mai !

Après les manifestations réussies du 10 octobre et du 22 mars, le 22 mai sera une nouvelle journée de mobilisation pour les travailleurs de la fonction publique. Toutes leurs organisations syndicales y appellent conjointement et des manifestations auront lieu dans de nombreuses villes.

Les revendications mises en avant sont limpides. Les grévistes et les manifestants, ainsi que ceux qui les soutiennent, rejettent le projet gouvernemental de suppression de 120 000 postes d'ici la fin du quinquennat, qui entraînera la dégradation des services publics indispensables à la population. Ils exigent aussi que leur pouvoir d'achat cesse de s'effondrer et que leurs salaires soient sérieusement augmentés.

Le plan CAP 2022, destiné à réaliser 4,5 milliards

d'économies annuelles aux dépens des usagers et des salariés, ne signifie rien d'autre que des chômeurs en plus, des salaires en baisse, des retraites régulièrement amputées. Il signifie aussi de plus en plus de difficultés à se soigner, à voyager au quotidien dans des transports en commun ponctuels et en bon état, à scolariser ses enfants dans de bonnes conditions, à recevoir son courrier ou à accéder aux services postaux, à se trouver bien traité au soir de sa vie en Ehpad ou maison de retraite, etc.



À Bordeaux le 22 mars.

Depuis 2007 et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux décidé par Sarkozy, les attaques n'ont pas cessé. L'État-patron organise la dégradation des conditions de travail de ses employés, titulaires ou précaires de plus en plus nombreux. Il baisse les salaires grâce au gel du point

d'indice et à l'instauration d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie, ainsi qu'en tentant d'introduire une rémunération dite au mérite qui a le même objectif.

Les salariés du secteur public, comme l'ensemble de la classe ouvrière, sont dans la cible de Macron et Philippe, qui agissent en

mandataires du grand patronat. Les cheminots ont riposté aux attaques qui les visent, approuvés, soutenus et en certaines occasions suivis par de nombreux autres travailleurs. Le 22 mai doit être une nouvelle étape, la plus massive possible, de cette réaction ouvrière.

**Viviane Lafont**

## Mai-Juin 1968

Acteurs de l'explosion sociale de Mai-Juin 1968, plusieurs dizaines de militants d'entreprise du groupe trotskyste Voix ouvrière, ancêtre de Lutte ouvrière, témoignent ici. D'Arlette Laguiller, employée au Crédit lyonnais, à Paul Palacio, ouvrier à Renault Billancourt; de Georges Kvarthava, ouvrier à Peugeot Sochaux, à Danielle Riché, aide-chimiste à Rhône-Poulenc; d'Antonio Vasconcelos, électricien sur le chantier de Jussieu à Paris, à Anne-Marie Laflorentie, ouvrière dans une scierie du Tarn-et-Garonne, ces militants ouvriers racontent leur grève, contre les patrons, contre le pouvoir gaulliste, et souvent malgré les appareils de la CGT et du PCF.

Elles et ils avaient alors 18, 20 ou 30 ans. Mai-Juin 1968 a contribué à forger leurs convictions communistes et révolutionnaires. Cinquante ans après, toutes et tous les



ont gardées intactes.

Ce livre sera en vente à notre Fête, sur notre site et auprès de nos camarades. Édité par Lutte ouvrière, il comprend, outre les témoignages, un avant-propos, une analyse datant d'août 1968, une chronologie et plusieurs dizaines d'illustrations, photographies ou affiches de Mai-Juin 1968. 544 pages.

Prix: 18 euros

## Fête de Lutte ouvrière : Marseille

Dimanche 17 juin à partir de 11 h

dans le Parc de Loisirs de Valabre RD7 Gardanne

Pour rejoindre la fête :

Navette à partir de Marseille et Gardanne.

## CAC 40 : leur bonne santé nous tue

L'ONG Oxfam a publié une étude sur la façon dont les entreprises du CAC 40, les quarante premières cotées à la Bourse de Paris, répartissent leurs profits. On y apprend sans réelle surprise que, lorsqu'une de ces multinationales fait 100 euros de bénéfices, elle en verse 67 à ses actionnaires, en consacre 27 à investir et distribue généreusement 5 euros à ses salariés, toutes catégories confondues.

L'étude montre, après d'autres, que cette répartition évolue constamment en faveur du versement de dividendes, au point que certaines entreprises offrent même aux actionnaires plus d'argent que ce qu'elles ont gagné ! Les salaires des PDG, entièrement occupés à satisfaire cette soif de dividendes, explosent. Le recours aux paradis fiscaux, pourtant unanimement condamnés depuis le krach de 2008, se mesure aux centaines de filiales que ces quarante groupes y entretiennent.

Les chiffres d'Oxfam montrent que la bonne santé des entreprises, les records de profits tant vantés par les porte-parole du grand patronat et les ministres, ne sont une bénédiction que pour leurs actionnaires. Pour le reste de la société, cette accumulation de bénéfices fastueux

est une véritable plaie. Les grands groupes licencient, bloquent les salaires, pillent les fonds publics, échappent à l'impôt, orientent la vie économique vers la spéculation. Leur emprise sur l'ensemble de la société est du parasitisme pur et simple : le capitalisme, dont ces quarante groupes sont l'âme française, survit en détruisant ce que les générations précédentes ont construit.

Oxfam trouve l'explication de cette course à l'abîme dans la voracité de quelques-uns et demande donc aux pouvoirs publics de limer les crocs des vampires en folie : limiter les écarts de salaire, lutter contre les paradis fiscaux, encadrer la rémunération des actionnaires, etc. Ces mesures, ou d'autres du même genre, sont régulièrement évoquées, et même invoquées, sous tous les cieux où sévit la course au profit.

Les dirigeants du monde capitaliste les avaient promises après le krach de 2008, tous sont encore capables de les mettre en avant dans un discours, sans la moindre application à ce jour. Et pour cause.

Appliquer ces quelques mesures demanderait d'exercer un contrôle sur la vie des entreprises, de rendre publics leurs comptes, de dévoiler les fortunes privées et les circuits de l'argent, de mettre au jour les rapports entre hauts fonctionnaires et capitalistes, toutes choses que l'État est incapable de faire et qu'aucun gouvernement ne demandera jamais. Ce serait en effet empiéter sur la propriété privée, le droit d'user et d'abuser, la chair et le sang des familles de la bourgeoisie.

La seule puissance capable de freiner le capital en le contrôlant est la classe travailleuse organisée, la seule qui n'ait aucune propriété et donc aucun intérêt à sa défense. Mais ce contrôle des travailleurs, loin d'entraîner une moralisation du capitalisme, marquerait le début de la lutte pour son abolition.

**Paul Galois**

# Attentat à Paris : la barbarie et ceux qui l'entretiennent

L'attentat de samedi 12 mai à Paris, qui a été revendiqué par l'organisation État islamique, s'ajoute à la liste des attentats aveugles, le treizième en France depuis 2015, qui ont touché plusieurs pays européens.

La droite et l'extrême droite s'en sont saisies aussitôt pour faire de la surenchère sécuritaire et attaquer le gouvernement, lui reprochant son inaction. Le gouvernement de son côté s'en est défendu. Et, une fois de plus, les médias passent en boucle des interviews de prétendus spécialistes discutant doctement de la

meilleure manière de déradicaliser ceux qui sont attirés par les groupes djihadistes.

Ces attentats sont des actes barbares. Mais d'où vient cette barbarie ? Sur cette question, de Macron à Le Pen, tous font volontairement le silence. Et pour cause, car elle trouve son origine dans les

guerres incessantes menées par les pays impérialistes, aux quatre coins du monde et en particulier au Moyen-Orient.

Les États impérialistes interviennent depuis des décennies, directement ou indirectement, en s'appuyant sur les puissances régionales à leur service comme, au Moyen-Orient, l'Arabie saoudite ou Israël. Ils ont ainsi mis à feu et à sang l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie. Et le chaos ne cesse de s'étendre, du Mali à l'Indonésie.

C'est cette guerre sans

fin, menée par les puissances impérialistes pour tenter de contrôler les richesses de ces régions et maintenir leur domination, qui a fabriqué et continue de fabriquer le terrorisme. C'est l'impérialisme qui, en détruisant des pays entiers, en écrasant des peuples, fait naître des générations qui ne voient pas d'autre issue que de rejoindre les rangs de groupes djihadistes, et se leurrent en pensant venger de cette manière ceux qui meurent sous les bombes occidentales.

Ces mêmes dirigeants

impérialistes n'hésitent même pas à fabriquer ou à entretenir directement ces groupes, les finançant et les armant pour s'en servir en les jouant les uns contre les autres ou contre les régimes qui ne leur plaisent pas.

Ces attentats, qu'ils soient commis par des individus isolés ou non, sont le retour de bâton des guerres dont est victime la population, au Moyen-Orient et ailleurs, pour maintenir la domination du système impérialiste sur le monde.

**Aline Rétesse**

## Camps de migrants : une situation dramatique créée par le gouvernement

Deux migrants sont morts noyés dans les canaux en bordure des camps de fortune où s'entassent plusieurs milliers d'entre eux à Paris.

La première victime, un jeune Afghan, a péri dans le canal Saint-Martin, au bord duquel vivent plusieurs centaines de migrants. Une semaine plus tard, le corps d'un autre émigré a été retrouvé dans le canal Saint-Denis, près du centre commercial du Millénaire. Plus de 2 000 personnes s'entassent à cet endroit sur un petit espace. Épuisées par leur long voyage à travers les frontières, souvent malades ou blessées, elles tentent d'y survivre sous des tentes de fortune. Les épidémies ne sont évitées pour l'instant que grâce à l'intervention des équipes de France terre d'asile, Médecins du monde ou Médecins sans frontière. Et, dans cette promiscuité, les rixes surviennent régulièrement.

Certains de ceux qui campent là essaient de faire enregistrer leur demande d'asile en se présentant régulièrement à la porte de plateformes saturées. D'autres l'ont déjà déposée mais, faute de place en centre d'accueil, ils attendent là qu'elle soit examinée. D'autres enfin, certains d'être déboutés, ne font pas de demande et restent avec leurs camarades. Tous sont victimes des obstacles dressés devant celles et ceux qui fuient la misère ou la guerre dans leur pays d'origine, pour les empêcher d'obtenir des papiers, un travail ou un logement en France.

Les campements se reforment régulièrement. Celui de Stalingrad, évacué par la police, s'était reconstitué porte de la Chapelle.



Les tentes du Millénaire.

Celui-ci, évacué à son tour, renaît maintenant un peu plus loin sur les espaces libres que constituent les bords des canaux, et c'est toujours le même spectacle lamentable de gens

manquant de tout dans un des pays les plus riches du monde.

Les moyens d'accueillir décemment ces quelques milliers de personnes existent pourtant, mais le

gouvernement préfère laisser perdurer des situations inhumaines, en pensant que cela dissuadera d'autres migrants de prendre la route de l'exil vers la France.

**Daniel Mescla**

## Hommage aux fusillés de la Commune

Comme chaque année, les Ami(e)s de la Commune de Paris 1871 appellent à se retrouver au cimetière du Père-Lachaise pour rendre hommage aux travailleurs fusillés par les troupes de Thiers, pour avoir osé proclamer la Commune de Paris, libre de toute exploitation.

En 72 jours, les travailleurs de Paris firent la démonstration de leur capacité à diriger la société sans opprimer personne. Tous pouvaient

participer aux décisions et celles-ci étaient mises en œuvre sans attendre. Les élus ne gagnaient pas plus qu'un ouvrier et étaient révoqués à tout moment. Toutes choses inacceptables par la bourgeoisie, qui réprima les communards dans le sang.

147 ans après, le programme de la Commune reste d'autant plus actuel que la bourgeoisie cherche à reprendre ce que les travailleurs ont

pu lui imposer au cours de leurs luttes. Non, la Commune n'est pas morte, car elle reste un drapeau et un programme pour l'émancipation des travailleurs.

Le rendez-vous est fixé **samedi 26 mai, à 14 h 30, à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise,**

rue des Rondeaux, Paris 20<sup>e</sup>, métro : Gambetta. Lutte ouvrière s'associe à ce rassemblement et appelle ses amis et sympathisants à y participer.

## Versillais d'aujourd'hui

Dans le documentaire hagiographique diffusé le 7 mai à la télévision, Macron évoque Versailles, ville « où la République s'était retranchée quand elle était menacée ». À quoi faisait allusion le président-philosophe que le suffrage universel, bien aidé par la puissance du capital, a donné à la France, sinon à la Commune de Paris de 1871 ?

Le gouvernement de la République s'était alors en effet retranché à Versailles, pour pouvoir faire bombarder puis fusiller les travailleurs parisiens. 20 000

d'entre eux, coupables d'avoir voulu se passer des capitalistes et de leur État, furent assassinés. Des milliers d'autres communards furent emprisonnés ou déportés.

La III<sup>e</sup> République commença ainsi par un massacre de travailleurs. Ces derniers avaient menacé, au-delà de la république bourgeoise, la propriété bourgeoise. Et c'est bien cela que les capitalistes n'ont toujours pas digéré, pas plus que leur porte-parole du moment, Macron.

**P. G.**

## La grève aussi forte qu'au début

Le succès de la « journée sans cheminots » du 14 mai a infligé un camouflet à la direction de la SNCF et aux médias, qui intoxiquaient l'opinion depuis plusieurs semaines sur « l'essoufflement » du mouvement de grève entamé le 3 avril par périodes de 48 heures tous les cinq jours.

La grève massive a été une mauvaise surprise pour la direction de la SNCF, obligée de reconnaître un « sur-saut de mobilisation » : elle n'annonçait qu'un Transilien, un TER et un TGV sur trois et un seul Intercités sur cinq. Le journal *Capital*, qui avait fini par croire à ses propres mensonges, a parlé de coup de théâtre.

D'après les chiffres de la direction, 74,4 % des conducteurs étaient en grève, autant qu'au début du mouvement. Chez les contrôleurs, le taux de grévistes est même passé de 69% le premier jour à 74% le 14 mai.

À l'échelle nationale, plus de 40% du personnel d'exécution était en grève,

soit presque autant que le 3 avril. Dans certaines régions, comme le Limousin, les deux tiers des cheminots de l'exécution étaient en grève, mais aussi près de la moitié des agents de maîtrise et un cadre sur quatre.

Les piquets de grève ont été particulièrement fournis dans beaucoup d'ateliers et de dépôts, montrant la volonté des grévistes d'assurer par leur présence la réussite de la journée.

Les assemblées générales marquaient partout une remontée du nombre de participants. Ils étaient plus de 300 à Nantes, 330 à Rennes, entre 150 et 200 dans les gares parisiennes. De nouvelles têtes sont apparues dans de nombreuses



assemblées.

Dans la guerre de tranchées entre le gouvernement et les cheminots, le front de la grève n'a pas reculé. Il est solide, alors que des dizaines de milliers de cheminots comptabilisent jusqu'à 18 jours de grève. Et si une fraction ne fait pas tous les jours de grève du « calendrier », elle est toujours partie prenante du mouvement et prête à se mobiliser. Il n'y a aucune défection ni dans les rangs, ni dans les têtes. Il y a au contraire la conscience

que l'avenir de tous est en jeu et qu'il faut tenir bon.

En plus de manifestations et rassemblements, le 14 mai a aussi été marqué par le lancement, par l'intersyndicale, du *Vot'action*, organisé jusqu'au 21 mai, proposant à l'ensemble des cheminots de répondre « pour ou contre le pacte ferroviaire ». Selon la fédération CGT, le 14 mai, « les militants CGT ont ouvert 519 bureaux de vote fixes et mobiles sur l'ensemble des sites ferroviaires ». Dans les

assemblées, où le lancement du vote a été présenté, il s'agissait de répondre à l'argument de la direction SNCF, qui a osé prétendre que 80% des cheminots soutenaient la réforme. Cela est apparu, dans de nombreux endroits, comme un moyen supplémentaire de montrer l'opposition des cheminots à ce plan.

Mais, les cheminots en sont bien sûr convaincus, c'est la grève et elle seule qui pourra faire reculer le gouvernement.

Partout les assemblées ont reconduit la grève pour les 18 et 19 mai. Dans bon nombre de secteurs, les grévistes se prononçaient aussi pour la participation aux manifestations du 22 mai avec la fonction publique.

Le gouvernement peut afficher sa fermeté. Mais, nullement impressionnés, les grévistes sont toujours aussi déterminés.

**Christian Bernac**

## Le 14 mai, journée sans cheminots

### À Tours - Saint-Pierre-des-Corps

Le 14 mai au matin, les piquets de grève au Technicentre, plus nombreux et plus persuasifs que d'habitude, ont entraîné de nombreux ouvriers dans la grève et à la manifestation.

Plus de 300 cheminots, partis de la gare de Saint-Pierre, ont fait en manifestation le tour des différents établissements. À cette occasion, des discussions ont pu avoir lieu entre grévistes et non-grévistes.

Les grévistes remettront ça vendredi 18 mai et participeront à la manifestation à 10 heures organisée à la gare de Joué-lès-Tours où il s'agira de défendre les petites lignes vers Loches et Chinon, menacées de fermeture si le plan Spinetta était appliqué.

### Nantes

Une assemblée générale très nombreuse s'est tenue avec plus de 300 participants, en comptant les retraités et quelques salariés d'autres entreprises, dont 255 votes pour reconduire la grève le vendredi 18 mai. Une petite centaine sont allés à la direction de France 3. Une trentaine de grévistes de l'Urssaf les ont

rejoints. La manifestation très visible et les échanges amicaux ont beaucoup plu.

### Lyon

Sur la base des déclarations de grève posées, il y avait 50% de grévistes sur la région tous collèges confondus, 75% de conducteurs, 92% pour le dépôt TGV, 81% pour le OuiGo, alors qu'habituellement il y a peu de grévistes. Ce sont les gros chiffres du début de la grève. « On est au milieu du gué, il faut avancer, continuer jusqu'à la victoire, on n'a pas le choix », disait un gréviste combatif.

Les militants syndicaux ont appelé à faire des tournées pour le *Vot'action* toute la semaine. Pour eux, c'est un moyen d'appeler tous les opposants à la réforme ferroviaire à se prononcer pour renforcer la grève.

### Paris - Gare de l'Est

À l'assemblée générale de 90 participants, une discussion a eu lieu pour appeler à la grève la journée du 22 mai, jour de manifestation de la fonction publique, mais qui ne tombe pas dans le calendrier de grèves des cheminots. Il y a eu 77 votes pour appeler à la grève ce jour-là, 0 contre et 6 abstentions.



Assemblée générale des cheminots gare du Nord, le 14 mai.

### Ateliers de Villeneuve-Saint-Georges

Le 14 mai, pour la première fois depuis le début du mouvement, un piquet de 80 grévistes des trois établissements était présent à l'entrée du site dès 5h30. À 6 heures, la directrice d'établissement demandait sans succès que soient enlevés les traverses et le feu.

À 8h30, dix camions de CRS et un camion de pompiers prenaient le relais du piquet de grève, tandis que

les grévistes tenaient un peu plus loin leur assemblée générale pour discuter de la suite du mouvement.

### La Rochelle

Au petit matin, les grévistes ont posé une banderole « À vendre » sur la gare, pour dénoncer la réforme de Macron. Les passants ont pu la voir jusqu'à 16 heures et constater que les cheminots étaient mobilisés et toujours en lutte. La journée a remobilisé des travailleurs que l'on n'avait pas vus depuis le début de la grève. Le nombre de participants,

70, à l'assemblée générale a soulevé l'enthousiasme des présents.

### Besançon

Le 14 mai, il n'y a eu qu'une prise de service en gare de Besançon-Viotte. Autant dire qu'il n'y a eu pour la journée quasiment aucun train au départ. 150 cheminots soutenus par des retraités et des délégations de plusieurs secteurs ont fait une opération péage gratuit de 8 à 9 heures. Ils ont pu vérifier le soutien et avaient les encouragements des automobilistes.

## SAMU : économies criminelles

À Strasbourg, le 29 décembre, Naomi Musenga, une jeune femme de 22 ans, est morte quelques heures après avoir appelé le Samu. La diffusion de l'enregistrement de cet appel a déclenché un véritable scandale. La ministre de la Santé, Agnès Buzin, s'est dite indignée, tout en repoussant à plus tard tous moyens supplémentaires pour les services d'urgence.

Ceux-ci sont pourtant au bord de l'asphyxie. Ces derniers mois, à Lyon, à Rochefort, à Angers, à Troyes et dans bien d'autres villes, leurs employés ont tous réclamé des moyens et du personnel supplémentaires. L'Association des médecins

urgentistes de France estime que, chaque année, 100 000 personnes sont hospitalisées aux Urgences sur de simples brancards.

La réponse lamentable de l'opératrice du Samu 67 s'inscrit dans ce contexte. Elle ne pose aucune question

à Naomi pour s'informer sur son état, elle se moque d'elle et ne transfère pas l'appel à un médecin régulateur. Elle va ainsi à l'encontre de toutes les recommandations professionnelles concernant ce type de travail. Mais la réalité, c'est que beaucoup de ces recommandations ne sont pas appliquées... faute de moyens.

Les auxiliaires de régulation médicale (ARM) qui répondent aux appels ne sont pas assez nombreux pour leur consacrer le temps nécessaire. Ils ne sont souvent pas assez formés, car les formations coûtent de l'argent à l'hôpital. Les médecins régulateurs eux non plus ne sont pas assez nombreux, et il est donc fréquent de ne pas leur passer les appels. Les équipes de Samu ne sont pas en nombre suffisant, et par conséquent on ne les envoie pas aussi souvent que nécessaire. Dans les hôpitaux, quand on n'a plus les moyens de faire son travail, certains finissent par ne plus le faire et les patients sont alors parfois maltraités, comme l'a

été Naomi.

C'est effectivement scandaleux, mais l'indignation de la ministre l'est aussi. C'est sa politique et celle de ses prédécesseurs qui ont conduit à cette situation. Il est maintenant urgent d'embaucher massivement dans

les hôpitaux, et ce n'est clairement pas la priorité du gouvernement. Tous ceux qui, parmi le personnel de santé, se refusent à mal soigner leurs patients doivent se préparer à lutter pour exiger ces embauches.

Jean Pollus



## Médecine du travail : condamnée pour avoir dit la vérité

Le 4 mai, l'Ordre des médecins a condamné Karine Djemil, médecin du travail, à six mois d'interdiction d'exercer la médecine, dont trois mois avec sursis.

Il lui est reproché d'avoir fait, dans des études de poste, le lien entre le harcèlement moral et sexuel, subi dans leur entreprise par deux de ses patientes, et leurs dépressions et tentatives de suicide. Chacune, déclarée inapte à son poste, a ensuite été licenciée, a attaqué son employeur aux Prud'hommes, et a fait valoir à cette occasion le constat de la médecin. Les deux employeurs concernés en ont contesté la légitimité, ont demandé à l'Ordre des médecins d'intervenir et c'est finalement la médecin qui est aujourd'hui condamnée.

D'après l'association Santé et médecine du travail, au moins 400 médecins par an seraient visés par des plaintes analogues, dont 20 à 35 % passeraient en chambre disciplinaire, n'ayant pas accepté de modifier ce qu'ils avaient écrit dans un premier temps. Pour les patrons, les médecins doivent se contenter de

pas de pointer les causes du mal. C'est la logique de l'exploitation, absurde et révoltante du point de vue de la médecine et de la santé des travailleurs.

La même logique prévaut dans la remise en cause de tout ce qui peut gêner un tant soit peu le patronat dans la médecine du travail. Ainsi, la loi El Khomri prévoit que la visite d'embauche soit remplacée par une simple visite d'information et de prévention, sans garantir la présence d'un médecin. La fréquence des visites périodiques y est

portée à cinq ans, au lieu de deux jusqu'alors, sur fond d'une diminution drastique du nombre de médecins du travail. Selon la ministre Muriel Pénicaud elle-même, ils seraient 30 % de moins qu'il y a dix ans et 75 % auraient plus de 55 ans.

Les déclarations et campagnes hypocrites des gouvernements et des grandes entreprises, qui prétendent dénoncer le harcèlement et les inégalités sexuels, se suivent et se ressemblent. Mais cette affaire montre que c'est à tout un système social, à l'aggravation de l'exploitation et aux institutions qui la défendent, que se heurtent ceux qui veulent vraiment les combattre.

Nicolas Carl

### Alertez les soignants et les patients !

Le gouvernement dit qu'il n'y aura pas d'économies sur les hôpitaux. Mais une note trouvée par un syndicat montre qu'il veut économiser dans ce secteur 1,2 milliard sur les salaires

d'ici à 2022. Cela équivaut à 30 000 postes de moins.

Les soignants sont déjà à bout de souffle, et le gouvernement veut les étrangler un peu plus. Il y a de quoi avoir la rage.

## Cannes : derrière les paillettes

Samedi 12 mai, le Festival de Cannes a connu une montée des marches pour une fois sans tralala. Quatre-vingt-deux femmes, dont la réalisatrice Agnès Varda et l'actrice Cate Blanchett, ont tenu à dénoncer l'inégalité entre les sexes qui règne dans le milieu cinématographique.

L'affaire Weinstein avait déjà révélé le harcèlement sexuel que subissaient des actrices ou autres femmes de la part de grands noms du cinéma. Les manifestantes, elles, ont voulu dévoiler que le mépris envers les femmes va plus loin. Depuis la création du Festival en 1946, 82 femmes seulement ont été nominées,

pour 1 688 hommes et, dans l'attribution de la palme d'or, la proportion est encore plus grande puisque seulement deux femmes l'ont reçue, contre 71 hommes.

Mais leur dénonciation va bien au-delà de l'inégalité des honneurs entre quelques vedettes, puisque c'est au nom de tous les travailleurs des métiers du cinéma, à commencer par les plus obscurs, qu'elles ont mis en cause l'inégalité salariale qui règne entre les hommes et les femmes.

Cette année, elles se sont exprimées sur le tapis rouge. À quand en brandissant le drapeau rouge ?

M.L.



Le 12 mai, à Cannes.

## Football : agressions racistes au stade

Lors d'un match de football amateur qui s'est déroulé le dimanche 6 mai en Alsace, trois joueurs noirs ont été agressés en pleine partie.

Des insultes racistes sont d'abord venues des tribunes. Puis, suite à un accrochage entre deux joueurs, plusieurs personnes du public et des footballeurs se seraient attaqués aux joueurs d'origine africaine de l'équipe adverse. L'agression a été violente. L'un d'eux a même été tabassé durement, au point de perdre connaissance sous les coups. Ce jeune joueur de 24 ans, tourneur-fraiseur

d'origine guinéenne, s'est réveillé à l'hôpital avec une fracture à la mâchoire.

Ceux qui ont commis cette agression raciste étaient sûrement minoritaires dans le public ainsi que sur le terrain, mais ils sont passés des paroles aux actes et ils se sont imposés. La montée des idées réactionnaires en général donne de l'assurance aux plus haineux et aux plus abrutis de racisme. Il faut que ces nostalgiques du nazisme trouvent face à eux des foules déterminées à ne pas laisser passer leurs agressions.

P.R.



# Fête de Lutte ouvrière

## À Presles (Val-d'Oise)

**La Fête ouvrira ses portes le samedi 19 mai de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption du dimanche 20 mai à 9 heures au lundi 21 mai à 20 heures.**

## Les 19, 20 et 21 mai, vive la Fête!

Comme chaque année, durant les trois jours du week-end de la Pentecôte, la Fête de Lutte ouvrière se tiendra dans le parc boisé de Presles.

Alors que le mécontentement contre la politique antiouvrière de Macron

continue de se faire entendre, la Fête rassemble ceux qui n'acceptent pas une société dans laquelle les gouvernements ne sont là que pour défendre les privilèges d'une poignée de possédants. Les nombreux débats et discussions ainsi que

l'ambiance de fraternité et de camaraderie qui marque la fête feront évidemment écho aux luttes en cours. Et ils montreront aussi combien l'idéal communiste d'internationalisme et de fraternité entre les peuples est vivant.



**Meetings de Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures**

## Cinéma

Le jeune Karl Marx de Raoul Peck • Le Caire confidentiel de Tarik Saleh • 120 battements par minute de Robin Campillo • Une famille syrienne de Philippe Van Leeuw • Out de György Kristóf • Un homme intègre de Mohammad Rasoulof • L'autre côté de l'espoir de Aki Kaurismäki • À mon âge je me cache encore pour fumer de Rayhana Obermeyer • Makala de Emmanuel Gras • Corporate de Nicolas Silhol • I am not your Negro de Raoul Peck • Mémoires d'un condamné de Sylvestre Meinze • IVG 40 ans après de Yves Campagna, Jean-François Raynaud • Cinéma en plein air dimanche soir



Photo du Film Le jeune Karl Marx.

## Pour les enfants

• **Les jeux et animations** où petits et grands peuvent participer, gratuitement pour la plupart. Du simple billard japonais aux jeux de société ou d'adresse, en passant par le bowling électronique, du jeu d'échecs géant au filet et au mini-golf, sans oublier le manège et le petit train, la liste est très longue. **Une Carte orange**, réservée

aux enfants, leur permet de ne pas trop en manquer. • **La Cité des Jeunes**, avec de nombreuses activités: maquillage, jeux, dessins animés, conteur, bal costumé... • **La Garderie**, où les bébés au-dessus de trois mois peuvent être accueillis. Des camarades compétents et attentifs s'occuperont d'eux.

## La Cité des arts

L'art sous toutes ses formes de façon abordable et ludique.

Des spectacles qui sont en même temps des conférences, sur l'opéra, occidental ou chinois, sur de grands compositeurs, sur le théâtre et la vie de Molière, les artistes et la révolution russe. Des initiations à la danse moderne, au théâtre de masque, au dessin et à la peinture sur toile, à la calligraphie arabe, au modelage ou à la sculpture...

## Les cartes d'entrée

**Prix : 20€ à sur place, valable pendant les trois jours.**

**Gratuit pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés**

**Programme complet sur place et sur le site de la Fête :**

**fete.lutte-ouvriere.org**

## Au Grand Podium

### Samedi

- **14h30** Hawa Sow and the Soul Seeders, musique soul
- **17h** Les Yeux d'la Tête, chanson française, swing
- **20h15** R. I. C. Roots Intention Crew, ragga dancehall

### Dimanche

- **13h30** Aälma Dili, musique balkan western
- **16h15** La Compagnie Jolie Môme, À contre courant, spectacle chanté, chansons contestataires

- **20h30** Soviet Suprem, musique festive, hip hop tzigane, cumbia des Balkans

### Lundi

- **13h30** Ali Amran, pop-rock aux accents berbères
- **17h15** The Moonlight Swampers, reprises rock

## Au Théâtre de verdure

- **Chutney**, retour des sixties
- **BB Clan**, rock celtique
- **Urbain Lambert**, country blues francophone
- **Don Quichante, Olé!** Fantaisie lyrico-hispano
- **déjantée** par la troupe Les Moyens du Bord
- **N'Bee Sweet men**, Carnaval d'Haïti
- **Jef Sicard**, jazz aux rythmes cubains

- **Romanès cirque tzigane**
- **Jean-Philippe Winter**, chansons de poètes
- **Mathieu Barbances**, chansons & contrebasse
- **Blues non stop**

## Le Village médiéval

- Ateliers et échoppes animés par des spécialistes du Moyen Âge; démonstrations de combats en armure, d'escrime ancienne; initiation aux danses du Moyen Âge
- Lectures de poèmes, théâtre: **Le Vilain Mire**, fabliau du XIII<sup>e</sup> siècle et **Meurtre au château**, polar médiéval
- Conférences avec des historiens: **Cyrille Marconi**: la justice pénale au Haut Moyen Âge – **Julien Théry**: hérésies et Inquisition – **William Blanc**: causerie sur la légende du roi Arthur
- Un spectacle de feu et de lumière, **Les Voleurs de feu**
- **Samedi soir**, concert de musique médiévale avec danses
- **Dimanche soir**, bal folk avec le groupe Salmanazar

## Pour venir à la fête

- **Autocars gratuits**: ils font la navette entre le métro Saint-Denis-Université (ligne 13) et l'entrée de la Fête. Ces cars circuleront aux mêmes horaires que la Fête, avec un départ toutes les 20 mn environ, et le retour est assuré. **Durée du trajet: 45 à 60 minutes.**
- **Venir en train**: attention, en raison de travaux, la ligne H sera interrompue entre Paris-Nord et Sarcelles-Saint-Brice. Pour se rendre à Presles, les voyageurs doivent emprunter l'itinéraire de substitution de la SNCF: ligne D du RER

jusqu'à Garges-Sarcelles, puis navette jusqu'à Sarcelles-Saint-Brice; enfin ligne H jusqu'à la gare de Presles-Courcelles. Lundi 21 mai, à partir de 13h30, le trafic reprendra progressivement sur la ligne H. Par ailleurs, samedi 19 mai est jour de grève. Dans tous les cas, pour optimiser votre trajet, calculez votre itinéraire sur: **transilien.com** Une navette gratuite, destinée en priorité aux personnes à mobilité réduite, relie la gare de Presles à la Fête, située à 900 mètres.

• **Voiture**: il est difficile de stationner dans Presles. Merci de respecter toutes les interdictions pour ne pas gêner la circulation et... les Preslois. Merci de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage, et sur le panneau disposé à l'entrée de la Fête. • **Des départs collectifs** sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignez-vous auprès de nos camarades, ou en consultant les pages régionales du site de Lutte ouvrière.



# Fête de Lutte ouvrière

## 19 - 20 - 21 mai à Presles (Val-d'Oise)

### Tous les stands

#### Place de l'Églantine

- 1 Badges avenue (badges politiques et fantaisie)
- 2 Cartes postales (EdF)
- 3 Kiosque à musique
- 4 Sous les pavés, les pages... (bouquiniste)
- 5 Le ballon de la Fête

#### Allée de la Diane

- 6 Mini golf
- 7 Bowling
- 8 Tir à plomb
- 9 Tir à l'arc
- 10 Les mots fléchés (La Poste - Paris 17)
- 11 Halle aux jeux
- 12 The Spark (USA)
- 13 Old West Diner
- 14 Orienthé-vous (Allier)
- 15 Podium Broadway Music Hall

#### Place du Grand Podium

- 16 Le serpent à lumière
- 17 Accueil Nord
- 18 Chorba, thé, gâteaux (PSA Poissy et Saint-Ouen)
- 19 Aux moules frites
- 20 Disques
- 21 Le manège enfantin
- 22 Starwarbalètes
- 23 La mare aux canards
- 24 Marionnettes
- 25 Expo photos 1917: images d'une révolution
- 26 À vos pinceaux! (Metz)
- 27 Quiches et tartes Lorraines (Renault Sovab - Metz)
- 28 BRAsserie + BRA (Bund Revolutionärer Arbeiter Allemagne)
- 29 Accueil Est
- 30 Accueil Bourgogne
- 31 La fondue
- 32 Halle aux jeux du cèdre
- 33 Le Food Truck
- 34 Barbe à papa
- 35 Jus de fruits milkshakes
- 36 Escargots (Vierzon)
- 37 Crêpes canadiennes (Beauvais Compiègne)
- 38 Bonbons
- 39 Hareng de la Baltique
- 40 Fraternité à la menthe
- 41 Flammekueche (Strasbourg Punch)

#### Place Karl Marx

- 42 Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Strasbourg)
- 43 Dédicaces
- 44 Au partage des profruits
- 45 La Dolina (Solystic Bagneux)

- 46 Accueil des tout-petits
- 46b Gargote des tout-petits
- 47 Seiche and'ouillette (Snecma-Safran Gennevilliers)
- 48 Brin de fantaisie
- 49 Lutte ouvrière Hôpitaux (AP-HP)
- 50 Lutte ouvrière Renault
- 51 Accueil Le Mans, Chartres
- 52 Sardines grillées

#### Esplanade du Château

- 53 Maffé
- 54 UATCI (Afrique - UCI)
- 55 Animations
- 56 Snif Mücadelesi (Turquie - UCI)
- 57 Café turc
- 58 Chapiteau 1968
- 59 P'tit déjeuner du port (Breakfast)
- 60 Pizza, aioli
- 61 Soupe au chou
- 62 Accueil Sud-Est
- 63 L'Internazionale (Italie - UCI)
- 64 OTR (Haïti - UCI)
- 65 Chiquetaille haïtienne
- 66 Combat ouvrier (Antilles - UCI)
- 67 Menus d'Isles

#### Place de la Guinguette

- 68 Mur d'escalade
- 69 On en fait des caisses
- 70 Indoustand (RATP - Ferré)
- 71 Île de la Réunion
- 72 La Guinguette
- 73 Café de la Guinguette (CAF - Paris)
- 74 Barbouille
- 75 Couscous
- 76 Échec et Marx!
- 77 Espace Préhistoire
- 78 Espace céramique
- 79 Espace métallurgie
- 80 Site de fouille
- 81 La voix des travailleurs/Arbeidersstrijd (Belgique - UCI)
- 82 Tir à la patate (Banque de France Paris)
- 83 Une souris rouge
- 84 Fleurs de terre (Minéraux)
- 85 La coupe est pleine
- 86 Accueil Champagne Ardenne
- 87 Ici... on bulle

#### Allée de la Libération des femmes

- 88 Tipi
- 89 Fléchettes
- 90 Accueil Centre (Orléans, Montargis, Bourges,

- Vierzon, Nevers, Limoges)
- 91 Jambon du Morvan
- 92 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)
- 93 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 94 Dolce Vita
- 95 Bar à soupes (CHU - Rouen)
- 96 Café Pâtisserie «le grain de folie» (Limoges)
- 97 Le frondeur du Poitou
- 98 Salades gourmandes (Orléans)
- 99 Gaufres picardes
- 100 Tea break
- 101 Workers'Fight (Grande-Bretagne UCI)
- 102 Accueil Bretagne Normandie
- 103 Brochettes grecques (Air France)
- 104 Voz obrera (Espagne - UCI)
- 105 Puce rouge

#### Esplanade des Sciences

- 106 Express café
- 107 Charlottes
- 108 Billard
- 109 Foot et vélos en folie
- 110 Bowling (La Poste Paris 14°)
- 111 Le temps des fraises (Services financiers de La Poste - Paris Ile-de-France)
- 112 Karaoké (Creil)
- 113 Confit social
- 114 Brick à l'œuf
- 115 Accueil Bordeaux, Angoulême, Perpignan, Toulouse
- 116 Cafétéria du chapiteau scientifique

#### Cité politique

- 117 NPA
- 118 EEK (Grèce)
- 119 DIP (Turquie)
- 120 Pathfinder
- 121 Cahiers du mouvement ouvrier
- 122 OKDE (Grèce)
- 123 Fraction l'Étincelle
- 124 Tendance Bolchévik International
- 125 CERMTRI
- 126 CNT
- 127 Alternative Libertaire
- 128 RESF
- 129 Socialist Fight (Grande-Bretagne)
- 130 Prospettiva Marxista (Italie)
- 131 Fraction Trotskyiste Quatrième Internationale
- 132 Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 133 Ligue pour la



- Quatrième Internationale
- 134 Mouvement Communiste
- 135 Les amies et amis de la Commune
- 136 Partito Comunista dei Lavoratori (Italie)
- 137 JRCL - Marxist revolutionary faction (Japon)
- 138 Lalit (Île Maurice)
- 139 Gauche Révolutionnaire (CIO)
- 141 Librairie: toutes les publications de Lutte ouvrière

#### Place des cinémas

- 142 Palet des jeux
- 143 L'entracte (accueil cinémas)
- 144 Crêperie bretonne
- 145 L'huître ouvrière
- 146 Raviolis sibériens
- 147 Churros y chocolate (Air France Le Bourget et ADP Orly)
- 148 Tapas, tortillas et lutte de classe
- 149 Méchoui

#### Cité des arts

- 150 Mosaïques
- 151 Studio 2
- 152 Pagode sculpture
- 153 Petit salon
- 154 Atelier de sculpture
- 155 Atelier de peinture
- 156 Studio 1

#### Place Octobre 17

- 157 La boule maboule
- 158 Spécialités lyonnaises
- 159 Fromages d'Auvergne
- 160 Accueil Clermont-Ferrand
- 161 Crottin chaud
- 162 Crêperie (Sanofi)
- 163 Glaces et profiteroles

- 164 Spartakiades
- 165 Accueil Rhône-Alpes
- 166 Le petit atelier
- 167 C'est la cata

#### Village médiéval

- 168 Petit salé aux lentilles
- 169 Forge (Snecma)
- 170 Forge ancienne (Alstom - Belfort)
- 171 Rôtisserie de Sire Renault
- 172 Taverne de maître Taillevent
- 173 Galette saucisse (PSA - Rennes)
- 174 Boissons médiévales (Montbéliard)
- 175 Vannerie/Travail du bois (Peugeot Sochaux)
- 176 Calligraphie
- 177 Four à pain

#### Arboretum

- 178 Tour à bois

# Fête de Lutte ouvrière

19 - 20 - 21 mai à Presles (Val-d'Oise)

## Nos amies les bêtes

Malgré notre amour de la nature et notre affection pour nos amis à quatre pattes, il n'est pas possible d'admettre les chiens dans l'espace réduit de la Fête, à l'exception naturellement des chiens guides d'aveugle.



alcool



bouteilles en verre



stupéfiants



armes toutes catégories

Dans l'intérêt de tous, des contrôles de sécurité auront lieu à l'entrée de la Fête, comme c'est le cas actuellement dans toutes les manifestations publiques.



ENTRÉE DE LA FÊTE  
Guichets  
Vente de cartes

Entrée handicapés



**Exposition :**  
**photographies**  
**de la collection**  
**Michel Lefebvre**  
**1917,**  
**images d'une**  
**révolution**

## Préhisto Parc

- **Conférences**
- **Reconstitutions**  
Un bas-fourneau en fonctionnement : pour comprendre les débuts de la sidérurgie.  
Un chantier de fouilles archéologiques  
Un tipi préhistorique
- **Ateliers et démonstrations**  
Cuisine : cuire des aliments de façon

préhistorique  
Initiation aux fouilles archéologiques  
Art : tagger et graver les parois  
Feu : sans briquet ni allumettes, l'art du forgeron  
• **Mini-conférences**  
Tissage • Cro-Magnon • Ötzi, l'homme des glaces  
• Neandertal, un autre humain



## Au chapiteau 1968

**Expositions :** Le Mai 68 de Gérald Bloncourt • Mai-juin 68, une explosion sociale • 1968 dans le monde

**Débats, films, publications de LO**

**Projection permanente de Mai-juin 68, paroles ouvrières, vidéo réalisée par Lutte ouvrière**

## Le Parcours dans les arbres

Parcours aérien d'accrobranche, où les aventuriers doivent se déplacer d'arbre en arbre, à plusieurs mètres de hauteur. Pont de planchettes, de lianes, tyroliennes, filets, passerelles...

Circuit homologué, sous le contrôle de moniteurs diplômés.

Pour les mineurs, présence d'un parent obligatoire afin de remplir une autorisation parentale.

**Activité accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif: 4 euros**

## L'Arboretum

**Cinq promenades commentées :** L'arbre, quel être étonnant ! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • 10 arbres, 10 histoires.

**Ateliers :** le bois, les graines...

**Exposition :** les arbres remarquables

**Conférence :** arbres remarquables, de l'inventaire à la protection par Georges Feterman (biologiste)



# Fête de Lutte ouvrière

## 19 - 20 - 21 mai à Presles (Val-d'Oise)

### Les débats Au chapiteau Karl Marx

• **Samedi 14h30 et lundi 11 heures:** présentation du livre *Mai-Juin 1968: souvenirs de militants ouvriers*, avec Arlette Laguiller et des militants d'entreprise de l'époque

• **Dimanche 18 heures:** débat LO - NPA *La mobilisation contre Macron et la politique des révolutionnaires*

• **Dimanche 12h30:** forum de Lutte ouvrière, animé par des grévistes: *la lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs*

#### Samedi

- **Jean-Jacques Marie** pour son livre *Les femmes dans la Révolution russe*
- **Julien Chuzeville** pour son livre *Un court moment révolutionnaire, la création du Parti communiste en France*
- **William Blanc:** *Game of Thrones*, une brève histoire de la politique en «fantasy»
- **Claude Guillon**, sur le livre de Walter Markow, *Jacques Roux, le curé rouge*
- **Marie-Laure Brival**, gynécologue-obstétricienne à la maternité des Lilas: l'IVG, 40 ans après
- **Sylvain Marty** de l'Auberge des migrants: la marche solidaire

pour les migrants de Vintimille à Calais

• **Présentation du livre *Histoire des suffragistes radicales*** de Jill Liddington et Jill Norris – le combat des ouvrières du nord de l'Angleterre

#### Dimanche

- **Alain Carré**, médecin du travail CGT: la précarité contre la santé au travail
- **Jean-Jacques Marie** pour la réédition du livre *Les bolcheviks par eux-mêmes*
- **Combat ouvrier:** le scandale de l'empoisonnement des ouvriers agricoles par le chlordécone aux Antilles
- **Éliane Viennot:** la langue française

est-elle sexiste?

- **Alice Canihac**, membre du Gisti: la loi Collomb contre les migrants
- **Alexandre Romanès**, poète, luthiste et responsable du cirque Romanès cirque tzigane: *Les corbeaux sont les gitans du ciel*

#### Lundi

- **Marie-Laure Dufresne-Castets**, avocate, pour son livre: *Un monde à gagner, la lutte des classes au tribunal*
- **Présentation du livre d'Alfred Rosmer:** *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*
- **Jacques Legall** pour son livre: *1917-1923: quand la révolution ébranlait le monde*

### À l'espace débats de la Cité du roman

#### Dimanche

- **Fabrice Henry**, metteur en scène, pour sa pièce *De nos frères blessés*, sur l'histoire de Fernand Iveton, militant ouvrier communiste luttant pour l'indépendance de l'Algérie
- **Élise Thiébaud**, auteure du livre *Les règles... quelle aventure!*: changer les règles,

pour une révolution menstruelle

- **Jacques Weber**, comédien, lira et commentera des pages de grands auteurs

#### Lundi

- **Francis Combes**, éditeur de Tchinguiz Aïtmatov, présentera la réédition du roman *Le Premier maître*

**De nombreux autres débats, organisés par Lutte ouvrière, par les différents groupes de l'UCI ou par les organisations invitées se dérouleront à la Cité politique**

### Carrousel de la connaissance

**Féminin/masculin #combattons l'exploitation**

**Spectacle audiovisuel de 45 minutes.**

Le nombre impressionnant de femmes qui dénoncent les agressions

sexistes qu'elles ont subies témoigne de la persistance de rapports de domination et d'oppression entre hommes et femmes.

### Au chapiteau Friedrich Engels

**Projection de documentaires, débats avec les réalisateurs ou des participants**

#### Samedi

- **Russie 1917: la classe ouvrière ébranle le monde**, réalisé par Lutte ouvrière
- **Sylvestre Meinzer**, réalisatrice, après la projection de son film *Mémoires d'un condamné*
- **Citroën Nanterre Mai-juin 68** d'Édouard Hayen, suivi d'un débat avec Philippe Julien
- **IVG 40 ans après** de Campagna et Raynaud
- **Le fond de l'air est rouge – Les mains fragiles** de Chris Marker

de son film *Des bobines et des hommes*

- **Mé 67, récit d'un massacre**, débat avec des camarades de Combat ouvrier
- **Michel Lefebvre**, journaliste et historien: *1917: images d'une révolution*; présentation des photos de sa collection
- **Bernard Eisenschitz**, critique de cinéma: projection commentée de quatre documentaires réalisés dans la Russie des Soviets (1918-1920)
- **Sochaux 11 juin 68** de Bruno Muel + Iskra: débat avec **Georges Kvartskhava**, ancien ouvrier

à Peugeot Sochaux

- **Mai-juin 1968: paroles ouvrières**, vidéo réalisée par Lutte ouvrière: débat avec certains des interviewés, ouvriers en 1968
- **Images et témoignages sur Mai-juin 68 à Nantes**

#### Lundi

- **La reprise du travail aux usines Wonder** de Jacques Willemont
- **Pierre Pézerat**, réalisateur: *Les sentinelles* suivi d'un débat sur l'amiante
- **Sophie Billard**, enseignante, et **Claire Lebrun**, réalisatrice, pour leur film *Une journée dans la classe de Sophie*

#### Dimanche

- **Charlotte Pouch**, réalisatrice, après la projection

### Au chapiteau scientifique

#### Samedi

- **David Fossé**, journaliste scientifique à *Ciel et Espace*: exoplanètes par milliers hors du système solaire
- **Alban Orsini**, auteur de *Merci pour ce diabète!*
- **Pauline Zarrouk**, astrophysicienne: matière noire, énergie noire
- **Marc-André Seloche**, professeur au Muséum national d'histoire naturelle: les microbes qui construisent les plantes, les animaux et les civilisations
- **Hervé Dole**, astrophysicien: balade en images dans l'univers

médecin et chercheur: la maladie de Parkinson

- **Jean-Paul Demoule**, archéologue: la révolution néolithique
- **Amaëlle Landais**, glaciologue et climatologue: les glaces de l'Antarctique et du Groënland
- **Stéphane Bortzmeyer**, informaticien: la surveillance d'Internet
- **Alain Chedotal**, neurobiologiste: les images en 3D du cerveau du fœtus humain

#### Lundi

- **Michel Kreutzer**, éthologue: à quoi pensent les animaux
- **Pascal Depaepe**, préhistorien et archéologue: pourquoi l'homme de Néandertal a-t-il disparu?
- **Christophe Lavelle**, biophysicien: gastronomie moléculaire
- **Dominique de Vienne**, généticien: comment la matière devient vivante

#### Dimanche

- **Vincent Lebon**, chercheur au CEA: lire dans le cerveau grâce à l'imagerie médicale
- **François Costard**, géologue: à la recherche de la vie sur Mars
- **Jean-Michel Graciès**,

### Pour les 50 ans de Lutte ouvrière: abonnement promotionnel

À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de notre hebdomadaire, abonnement promotionnel pour six mois

à l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* et la revue *Lutte de classe*: 20 euros

Un tirage au sort aura lieu

à la fin de la Fête, donnant droit à quelques cadeaux.

Les gagnants seront prévenus par courrier ou mail.

## Italie : des anti-système prêts à obéir au capital

Deux mois et demi après les élections du 4 mars, le parti d'extrême droite la Ligue et le Mouvement cinq étoiles (M5S) de l'ex-comique Beppe Grillo se sont mis d'accord pour former le prochain gouvernement.

Di Maio, le représentant du M5S, avait déjà fait la preuve de sa bonne volonté. Lui qui déclarait fin 2017 « Je suis Napolitain et je ne discuterai jamais avec un parti (la Ligue) qui, il y a peu de temps encore, souhaitait voir le sud de l'Italie englouti par le Vésuve », a fini par trouver du charme à la Ligue, y compris à ses thèmes les plus anti-Europe et anti-migrants, qu'il a repris pendant la campagne, dans une version un peu moins xénophobe il est vrai. Les tractations entre les deux partis portent bien plus sur le partage des postes et du pouvoir entre eux que sur les idées ou le programme.

Le succès électoral de ces deux partis qui, chacun dans son genre, se présentaient comme opposés au système, traduit avant tout le dégoût des classes populaires pour la politique des partis traditionnels et leurs politiciens corrompus. À commencer par le Parti démocrate de centre-gauche, alliance des débris du Parti communiste autodétruit et des restes de la Démocratie chrétienne. Au pouvoir ces dernières années, il a fait passer les mesures antiouvrières les plus dures, comme le Jobs Act, équivalent de la loi travail, achevant de désorienter politiquement une classe ouvrière dont le niveau

de vie ne cesse de chuter. Condamnés à la précarité, au travail au noir, les travailleurs italiens subissent également une hausse dramatique des accidents du travail – plus de 160 morts au travail depuis le début de l'année – qui va avec la dégradation des conditions de travail. Rien que ces derniers jours, dans une aciérie de Padoue, quatre ouvriers ont été gravement brûlés, l'un d'eux sur 100 % du corps, par une coulée de métal en fusion.

Le désarroi et le dégoût des classes populaires ont fait du M5S le premier parti du pays et de la Ligue le plus important à droite. Pendant la campagne électorale, ils ont rivalisé de démagogie et n'ont pas été avares de promesses à destination de l'électorat ouvrier. Ainsi, le M5S parle d'attribuer un

revenu citoyen à tous, ce qui n'a pas manqué de susciter des espoirs, en particulier dans le sud du pays où le taux de chômage explose. Il affirme également vouloir réintroduire l'article 18 contre les licenciements abusifs. Salvini, le dirigeant de la Ligue, n'est pas en reste : il s'est engagé à abolir la loi Fornero, qui recule l'âge de départ en retraite et, comme Di Maio, à supprimer le Jobs Act. Des promesses qui resteront bien sûr lettre morte, aucun de ces deux partis ne souhaitant s'en prendre aux intérêts du patronat, les deux célébrant au contraire « la volonté d'entreprendre et de réussir » de tous les honnêtes travailleurs italiens, dont, pour eux, les patrons font bien sûr partie.

Laissant les politiciens faire leur travail de

bonimenteurs, les représentants du grand patronat ont justement établi la feuille de route du futur gouvernement. De l'argent et des lois donnant toute latitude à l'exploitation, c'est en substance ce qu'a revendiqué la Confindustria, le Medef italien, en déclarant qu'il fallait garder et approfondir les réformes « modernisant l'Italie », tout en envisageant de « libérer 250 milliards d'euros de ressources en cinq ans ».

Si on ne connaît pas encore le nom du futur président du Conseil et le programme du futur gouvernement Ligue – Mouvement cinq étoiles, on sait d'avance qu'il mènera la vie dure aux travailleurs et aux classes populaires : c'est ce dont la bourgeoisie a besoin pour garantir ses profits.

Nadia Cantale

## Pérou : un ex-président menacé de retourner en prison

Le parquet péruvien vient d'ouvrir une enquête contre l'ex-président de la République Alberto Fujimori, qui avait organisé la stérilisation forcée de 272 000 femmes et de 22 000 hommes d'origine indienne. Un crime à ce jour resté impuni.

Fujimori était sorti de prison en décembre dernier grâce à la complaisance du président de la République, Pedro Pablo Kuczynski, qui avait besoin des voix de ses partisans. Kuczynski a ainsi obtenu de déclencher un scandale, qui l'a obligé à démissionner en mars dernier.

Président de 1990 à 2000, Fujimori s'est comporté comme un dictateur. Il avait été condamné à partir de 2010 à vingt-cinq ans de prison pour divers massacres qu'il avait ordonnés et pour corruption, mais pas pour la stérilisation forcée. Et il n'a même pas purgé le tiers de sa peine.

Entre 1996 et 2000, dans le cadre d'un Programme national de santé reproductive et de planification familiale, il avait imposé aux femmes la ligature des trompes et aux hommes la vasectomie. En théorie, ces personnes étaient volontaires mais en réalité, selon le Comité latino-américain et de la Caraïbe des droits des femmes, 10 % seulement avaient donné leur accord. En 2003, deux mille victimes avaient osé porter plainte, mais sans que la justice bouge. C'est seulement en 2015 qu'a été ouvert un registre national des victimes de cette stérilisation. En décembre 2016, cinq femmes, soutenues par

une organisation féministe, ont fait appel auprès de la justice, qui vient seulement d'y donner suite.

En 1995, lors d'une Conférence mondiale des femmes tenue à Pékin, Fujimori avait vanté son programme de stérilisation, en insistant sur le volontariat et en le présentant comme un planning familial pour que « les femmes disposent en toute autonomie et liberté de leurs vies » (sic!).

En fait, Fujimori avait lancé ce programme monstrueux pour accéder à des prêts de la Banque mondiale. Celle-ci avait mis comme condition le relèvement du produit intérieur brut par habitant. Pour cela, Fujimori avait choisi de réduire le nombre des pauvres, grâce à un eugénisme combinant le mépris pour les femmes et pour celles d'origine indienne, dans une pure tradition colonialiste. Cette « solution » s'accordait avec les attaques dirigées contre la population par Fujimori, dont la politique économique en faveur des très riches avait été baptisée Fujichoc.

On ne sait si la justice péruvienne bottera à nouveau en touche ou si elle donnera suite. La moindre des choses serait sans doute que Fujimori retourne en prison. Mais certes pas



Manifestation contre la libération de Fujimori.

dans les conditions de rêve où il a été détenu si peu de temps. Il disposait en effet de 10 000 m<sup>2</sup> pour son seul usage, d'un jardin de

5 000 rosiers, d'une clinique privée, d'un atelier de peinture et d'un salon de réception pour y recevoir sans restriction ! Voilà comment

un ex-dictateur peut bénéficier de conditions aux antipodes de l'enfer qu'il a imposé aux classes populaires.

Jacques Fontenoy

### Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 192 (mai-juin 2018) :

- Les cheminots tiennent tête à Macron
- Corée : un dégel sous la menace d'un revirement des États-Unis
- Référendum en Nouvelle-Calédonie, entre domination coloniale et impasse nationaliste
- Les enjeux gaziers et pétroliers au Proche et au Moyen-Orient
- La situation politique, économique et sociale aux États-Unis en 2018

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro.



# Universités

## Nanterre : examens ou pas...

Vendredi 11 mai, plusieurs centaines d'étudiants et des dizaines de membres du personnel de l'université de Nanterre se sont rassemblés à Arcueil, où des examens avaient été déplacés suite à la mobilisation en cours et à la fermeture des locaux à Nanterre. Des cheminots et des grévistes de Geodis étaient aussi présents.

Malgré les tentatives de dispersion violente par les CRS, tous ont tenu bon et la direction a été contrainte d'annuler les examens prévus. De toute façon, quand les CRS sont parvenus à dégager la voie pour les étudiants convoqués aux partiels, une écrasante majorité d'entre eux ont refusé de le faire dans ces conditions.

Cette action avait été votée lors d'assemblées générales étudiantes et du personnel rassemblant 900 personnes les 7 et 9 mai. Les étudiants continuent à dénoncer la loi ORE, qui renforce la sélection à l'entrée à l'université. Ils refusent également que les examens soient organisés en catimini, sur le campus ou à plusieurs kilomètres du site de Nanterre, voire sous surveillance policière, alors que les cours sont suspendus depuis des semaines et que certains doivent faire des heures de transport pour s'y rendre.

Le personnel enseignant et administratif avait

aussi décidé de venir à Arcueil pour dénoncer l'organisation de ces examens, en mimant une manifestation de droite à coup de slogans tels que : « *La fac sans prolos, c'est plus rigolo !* » ; « *Pour la fac pas de fric, pour les jeunes la trique !* », ou encore : « *Ouvrez les chemins d'fer aux gros actionnaires* ».

Malgré le nombre et la réaction complètement disproportionnés des policiers, les manifestants ont eu le sentiment d'avoir remporté une petite victoire morale contre la présidence de l'université et ses manœuvres. En effet, outre la délocalisation de certains examens, la présidence veut autoritairement classer les dossiers des lycéens candidats pour la rentrée prochaine, mettant ainsi en œuvre le dispositif Parcoursup que beaucoup d'enseignants refusent d'appliquer.

Mais cela n'entame pas la détermination des étudiants et enseignants mobilisés.

**Correspondant LO**



Assemblée générale à Nanterre, le 7 mai.

## Paris 1 Tolbiac : ... le mouvement continue

À Paris 1, alors que la mobilisation contre la loi ORE continue, pour satisfaire le ministère qui a annoncé que « *les examens auront lieu* », la présidence de l'université met tout en œuvre pour organiser leur tenue, alors que le site de Tolbiac est toujours fermé aux étudiants.

Le problème des locaux est permanent à Paris 1 et le manque de budget est devenu une rengaine, mais des centaines de milliers d'euros ont été trouvés pour louer des salles, notamment à Rungis. Des milliers d'étudiants sont censés composer dans des salles dont l'acoustique tient plus du hall de gare que de la salle de cours, installés sur des chaises de jardin, etc.

Dans ces conditions, bon

nombre de ces examens ne se tiennent pas. En géographie, l'ensemble des enseignants a décidé de ne pas les faire passer. Dans d'autres filières, des enseignants, titulaires ou non, refusent de les faire passer et se mettent en grève. Et puis les étudiants en ont aussi fait annuler un certain nombre.

Les présidents d'université ne parlent que de blocages par une minorité, alors que

le plus souvent la décision est prise après des discussions en début d'examen et par des votes, souvent très majoritaires, des étudiants. C'est finalement le passage en force de la présidence de Paris 1 sur la question des examens, alors que différentes possibilités d'aménagement existent et ont été choisies par d'autres universités, qui est peut-être en train d'amener de nouveaux étudiants à se mobiliser contre la loi ORE et le manque de moyens à l'université.

Cette mobilisation devrait se voir dans la rue lors des manifestations du 16 et surtout du 22 mai.

**Correspondant LO**

## Carburants : le racket organisé

Le prix des carburants flambe. Le prix le plus bas du litre de gazole est à 1,42 euro, soit une hausse de 15,6% en un an, celui du sans-plomb 95 à 1,50 euro, soit 8,5% de plus, et le sans-plomb 98 à 1,58 euro, soit 5,4% de plus.

Les trusts pétroliers y trouvent leur compte. Mais l'État est aussi largement responsable de ces hausses, puisque les taxes (taxe sur les produits pétroliers et TVA au taux de 20%) représentent l'essentiel du prix du litre de carburant. En janvier de cette année, le gouvernement a pris la décision d'augmenter la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), ou plus exactement sa composante carbone. D'où la hausse actuelle et celles à venir, avec la perspective pour 2022 d'égaliser cette taxe sur les différents carburants autour de 76 à 78 centimes par litre, soit dix centimes de plus qu'aujourd'hui pour les sans-plomb et vingt centimes pour le gazole.

L'État a favorisé la vente de voitures, et en particulier de véhicules diesel,

pour le plus grand profit des industriels de l'automobile, aux dépens du développement des transports en commun. C'est devenu un marché captif : tous ceux qui ne peuvent pas se déplacer, en premier lieu

se rendre au travail, sans utiliser leur voiture voient leur facture augmenter, parfois jusqu'à 50 euros de plus par mois pour ceux qui roulent beaucoup. Au moment où les salaires sont bloqués, c'est une ponction encore plus insupportable.

L'État, lui, encaisse plusieurs milliards par an, sans protéger davantage la planète, malgré les grands discours sur l'écologie.

**Sylvie Maréchal**



## Engie : toujours plus pour les actionnaires

Le groupe énergétique français Engie, nouveau nom de GDF-Suez depuis 2015, vient de présenter pour le premier trimestre 2018 des résultats nettement supérieurs aux prévisions.

Tout est en hausse, du chiffre d'affaires, qui est de 17,5 milliards, aux bénéfices avant impôts et provisions, qui s'élèvent à 3,2 milliards d'euros. La directrice générale, en présentant ces résultats, a tenu à remercier « *l'excellence des équipes d'Engie... qui rendent possibles ces succès par leur expertise et leur travail au quotidien* ».

Mais, à Engie, les discours creux sont pour les

salariés et les bénéficiaires pour les actionnaires. Engie est ainsi une des entreprises françaises pointées du doigt dans la dernière enquête d'Oxfam pour avoir « *réussi l'exploit de reverser des dividendes supérieurs à leurs bénéfices* », à savoir, entre 2009 et 2016, 27,6 milliards d'euros pour les actionnaires pour seulement, si on peut dire, 8,4 milliards de gains.

**Cédric Duval**

## Ugitech – UGINE : un licenciement inadmissible

Début mai, l'aciérie de l'usine Ugitech, située non loin d'Albertville en Savoie, a été arrêtée près d'une semaine par une grève.

Une bonne partie des ouvriers sont scandalisés par le licenciement d'un de leurs collègues, et il y a de quoi!

Des membres de la direction sont venus le chercher au petit matin sur son poste de travail pour le raccompagner comme un voleur à la porte de l'usine. Il lui est reproché, deux mois après les faits, d'être intervenu en ne respectant pas à la lettre les procédures lors d'un banal incident de coulée dans le but de maintenir la production.

Ce n'est évidemment pas la première fois que

cela arrive, car les carnets de commandes sont pleins et la pression de la direction pour les honorer est constante. C'est aux yeux de tous un prétexte, car le travailleur en question est non seulement expérimenté – il était en passe d'avoir une promotion – mais aussi particulièrement sensible aux questions de sécurité en tant que pompier volontaire.

C'est le cinquième licenciement en quelques mois depuis le changement de direction il y a deux ans. Même le médecin du travail a été remercié. Maintenant



sur les 1 200 salariés que compte l'entreprise, près de 80 travailleurs ne peuvent même pas passer la visite de reprise après un arrêt de travail. Par contre, la direction a les moyens de payer

un cabinet parisien pour faire des visites de contrôle à domicile.

Mais cette fois, cela ne passe pas. La première semaine de grève a été très bien suivie dans le secteur

de ce travailleur et a été un sérieux avertissement pour la direction. Ses camarades sont décidés à ne pas en rester là et vont reprendre les actions après les ponts.

**Correspondant LO**

## Grande distribution : ardoise pour les pauvres, gros lot pour Casino

Les clients de Casino et de Géant peuvent désormais différer le paiement de leurs courses quotidiennes, ce que ces grands de la distribution présentent comme un progrès. La réalité est différente.

Jusqu'à présent, on pouvait payer en trois ou quatre fois sans frais une télévision ou un canapé. Il est question maintenant d'étendre cette formule aux courses courantes. Il suffit pour cela de télécharger une application sur son smartphone, ce qui est déjà sélectif. Les coordonnées bancaires du client

y seront renseignées. Car, tôt ou tard, il faudra payer. 700 000 clients de Casino et de Géant auraient déjà téléchargé cette application.

Il y a cependant des conditions. Le client peut fractionner son paiement en quatre fois, à condition d'avoir un chariot d'au moins 50 euros, ou en

différer la totalité pour un chariot d'au moins 20 euros. Lors du fractionnement, il paie un quart tout de suite, puis les trois autres quarts trente jours, soixante jours et quatre-vingt-dix jours plus tard, sans pouvoir dépasser 300 euros au total. Carrefour, de son côté, propose depuis longtemps une formule voisine pour tous les paiements entre 100 et 3 000 euros.

Si la grande distribution fait cette proposition, ce

n'est évidemment pas pour le bien-être de ses clients mais dans son intérêt. En effet, ses dirigeants se sont aperçus qu'à une semaine de la fin du mois leur chiffre d'affaires baissait de 10 % et ils espèrent que cette formule améliorera leur résultat. Ils découvriront peut-être, plus tard, que cela ne fait que déplacer le problème, qui est celui des trop bas revenus des classes populaires.

Si les ménages les plus

modestes sont tentés de vivre à crédit, c'est que les salaires et les pensions ne permettent pas de vivre normalement et qu'à partir du 20 du mois il devient difficile de joindre les deux bouts. Ce n'est pas de crédit différé dont les classes populaires ont besoin mais de l'indexation des salaires et des pensions sur le coût de la vie. C'est cela qui serait un vrai progrès, et il faudra l'imposer!

**Jacques Fontenoy**

## Tours : deux lignes menacées

L'agglomération de Tours a la particularité d'avoir encore aujourd'hui un réseau ferroviaire de huit lignes desservant soit des villes de préfecture voisines (Le Mans, Angers, Poitiers, Vierzon, Bourges et Orléans) sur des axes importants, soit des villes plus petites, sans compter les lignes TGV vers Paris et Bordeaux.

Si le plan Spinetta était appliqué, les lignes Tours-Loches, Tours-Chinon et Tours-Vendôme seraient menacées de fermeture. La fermeture des deux premières qui desservent les deux sous-préfectures du département d'Indre-et-Loire avait déjà été prononcée en 1981. Mais l'action conjuguée des syndicats CGT et CFDT et des associations des usagers avait contraint Mitterrand et son gouvernement à les rouvrir

au trafic au même titre que trois autres lignes dans le pays.

Trente-sept ans plus tard, ces lignes sont fréquentées et ont à la fois un rôle de desserte de banlieue et de désenclavement de Loches et Chinon. Bien sûr, tout n'est pas rose, car la SNCF supprime fréquemment des trains et a remplacé certaines circulations par des cars. En effet, ces lignes non électrifiées sont desservies par les autorails des séries X72500 et X73500 dont la fiabilité laisse pour le moins à désirer. C'est même sur ces lignes que ces matériels ont été « déverminés » à la fin des années 1990.

Les cheminots actifs et retraités, parfois eux-mêmes usagers de ces lignes, ont à cœur d'en défendre l'existence.

**Correspondant LO**

## Salaires des PDG : 13,9 % de hausse pour tous !

En 2017, les PDG des grandes entreprises cotées au CAC40 ont gagné en moyenne 5,07 millions d'euros dans l'année. Ils se sont accordé une augmentation de salaire de 13,9 %. Un des mieux lotis est Carlos Tavarès, PDG de Peugeot PSA, avec un salaire en progression de 42,5 %.

L'autre Carlos, celui de Renault, n'a pas eu l'opportunité de racheter Opel: sa rémunération n'affiche donc pas une progression aussi insolente. Mais son salaire a tout de même frôlé les 7,4 millions, sans compter Nissan (plus de 8 millions), Mitsubishi et AvtoVaz, ce qui double largement le tout.

C'est aussi que, à la différence des salaires ouvriers, les salaires de ces bourgeois, employés par les groupes capitalistes, sont constitués

d'un empilement d'éléments, la part fixe, la part variable, la valorisation des stock-options – maintenant « actions de performance » –, jetons de présence et autres avantages en nature. Le salaire de Ghosn, par exemple, se serait même gonflé de quelques millions supplémentaires, libres de cotisations sociales, provenant de l'alliance Renault-Nissan grâce aux versements par l'intermédiaire de NewCo, fondée aux Pays-Bas par la banque Ardea

Partners (100 millions d'euros partagés entre les têtes de l'alliance). En décembre dernier, le PDG de Renault s'était même offert 6 millions de plus, comme cadeau de Noël, en valorisant des actions attribuées au titre de sa rémunération variable.

En bloquant les salaires des travailleurs de Renault pendant six ans, Ghosn avait, affirmait-il, le souci de la compétitivité de l'entreprise. En augmentant le sien, il partage avec les actionnaires les résultats optima de l'exploitation. Une bonne riposte contre leur politique serait vraiment la seule chose que ces gens-là n'auraient pas volée!

**Viviane Lafont**

## Marseille : le manque de moyens des bibliothèques

Depuis décembre, les salariés des bibliothèques municipales de Marseille ont débrayé à plusieurs reprises pour s'opposer à la dégradation programmée de leur fonctionnement. Les bibliothèques municipales de quartier sont en nombre insuffisant. Ainsi celle de Saint-André, dans le quartier littoral Nord, est la seule pour une population de 100 000 habitants. Si elle est proche des cités comme La Castellane ou la Bricarde, elle est forcément loin de la plupart des autres cités. De plus, il n'y a aucun métro, et bien peu de bus, pour s'y rendre.

Dans les quartiers Nord, il est prévu une nouvelle bibliothèque au Plan d'Aou mais, au lieu d'embaucher une nouvelle équipe, la direction des bibliothèques prévoit de fermer carrément celle de Saint-André, et de transférer le personnel.

Pourtant, les liens que les employés des bibliothèques de quartier tissent avec la population sont importants. Ils incitent les jeunes à fréquenter la bibliothèque et cherchent à développer leur intérêt pour la culture. Elles sont souvent le seul lieu où des jeunes des quartiers populaires peuvent étudier, réviser leurs examens, dans une ambiance calme dont ils ne peuvent pas toujours bénéficier à la maison. Certains préfèrent même faire l'école buissonnière pour y aller étudier, plutôt que dans leur établissement scolaire, qui subit lui aussi le manque de moyens.

Les employés des bibliothèques, par exemple à Saint-André, savent se lier avec les habitants du quartier, où les Gitans et les originaires du Maghreb ou des Comores sont nombreux, ne serait-ce qu'en facilitant l'accès à de nombreux livres allant de l'histoire de leurs pays aux romans ou aux recettes traditionnelles de cuisine. Beaucoup n'ayant souvent pas pu étudier, c'est un des aspects les plus importants du travail des employés des bibliothèques que de valoriser la culture et les études. Cela peut être en racontant des histoires aux plus petits, ou en organisant des animations. Cela passe surtout par des

conseils aux adolescents.

C'est ce travail quotidien, cette présence vitale qu'il faudrait développer et renforcer, en embauchant du personnel. Or la baisse des effectifs réduit les créneaux d'ouverture des bibliothèques. Il manquerait environ cinquante personnes pour qu'elles puissent fonctionner normalement.

Macron s'est targué de vouloir ouvrir les bibliothèques le dimanche. Ce serait en effet une nécessité pour la population. Quand cela a été proposé au personnel de celle de l'Alcazar (la bibliothèque centrale de Marseille), la direction a dit que cela se ferait sans aucune embauche, uniquement en heures supplémentaires, et qui plus est sans payer les majorations inhérentes au travail du dimanche. On comprend qu'il n'y ait eu que peu d'enthousiasme du côté du personnel.

Autre aspect de la gestion des bibliothèques : au moment des attentats, le renforcement des équipes d'agents de sécurité nécessitait un budget... qui a été prélevé en partie sur le budget d'achat des livres !

Les salariés des bibliothèques ne se laissent pas faire. Ils veulent que la bibliothèque de Plan d'Aou soit ouverte, mais pas au détriment de celle de Saint-André. Ils ont organisé de nombreux débrayages le samedi depuis décembre, parfois largement suivis. Ils ont, mieux que le maire, à cœur de défendre la culture.

Correspondant LO

## La Poste - Rennes : mobilisation réussie



Après quelque trois mois sans réelle avancée sur leurs revendications, les facteurs d'Ille-et-Vilaine en grève avaient décidé de relancer les contacts pour faire du lundi 14 mai une journée départementale contre les réformes que la direction veut leur imposer.

Le collectif des facteurs a donc relancé la tournée des popotes. Ils sont allés par petites équipes visiter tous les bureaux de distribution du département, pour faire connaître leurs objectifs et encourager leurs collègues à arrêter le travail le 14 mai. Le travail a payé et ils étaient plus de 200 à se retrouver devant la direction départementale, pour montrer aux responsables de La Poste que la mobilisation continue. En cortège, ils sont allés manifester dans les rues de Rennes, avant de tenir une assemblée générale pour discuter et décider des actions à venir.

Dans une salle comble, de très nombreuses interventions ont porté sur les conditions de travail et leur dégradation là où la réorganisation est effective. Ce meeting fraternel s'est conclu sur la décision de manifester devant la PIC

(plateforme industrielle de courrier), le principal centre de tri de la région.

Le soir même, près de 130 personnes, une majorité de postiers ainsi que des cheminots et des étudiants venus en renfort, se sont retrouvés à 21 heures devant les entrées de la PIC. L'action a duré toute la nuit et le trafic du courrier a été très perturbé.

À l'intérieur de l'entreprise, une assemblée générale s'est réunie à 21 h 30 et 25 postiers de nuit de la PIC se sont mis en grève, soit 38% de l'effectif. Ils ont rejoint les manifestants déjà sur la route.

Quant aux salariés

de l'équipe du mardi matin 15 mai, ils ont arrêté les machines pendant un quart d'heure et contraint la direction à venir s'expliquer sur la dégradation des conditions de travail et sur le retard de deux mois pour le versement d'une prime.

De son côté, la direction, qui cherche une issue, avait rencontré les grévistes vendredi 11 mai. Rien n'en étant sorti, elle a proposé une nouvelle rencontre. Et ce n'est pas parce qu'elle a demandé à la police d'expulser les manifestants devant la PIC, mardi en fin d'après-midi, qu'elle en a fini avec la lutte des facteurs.

Correspondant LO

## La Poste - Nouvelle Aquitaine : haut degré de mépris

En Nouvelle Aquitaine, la direction régionale de La Poste a décidé de récompenser les facteurs qui n'ont pas eu d'accident du travail : pour 100 jours sans accident du travail, elle leur offre... une chocolatine ! Pour 150 jours, l'heureux gagnant a un petit déjeuner gratuit, et pour 200 jours, devinez : il gagne un sandwich !

Les postiers qui sont accidentés au travail, et parfois

gravement, s'en passeraient bien, et pas pour une chocolatine ! Les véritables causes des accidents sont les mauvaises conditions de travail imposées aux facteurs, dont la direction a par exemple allongé les tournées, en supprimant des postes au passage.

Alors, leurs chocolatines et leurs sandwiches, il y aurait de quoi les leur faire bouffer !

Correspondant LO

## PSA - Rennes : cherchez l'erreur

La direction de l'usine PSA de La Janais, près de Rennes, se vante du succès de son dernier véhicule et a annoncé qu'elle serait contrainte de transférer vers l'usine de Sochaux une partie de la production des 5008 qui y sont montées.

L'usine de La Janais tourne donc à plein régime, avec plus de 800 intérimaires. Mais PSA annonce... 24 embauches pour l'année 2018, pour un effectif de 2 500 salariés.

S'il y a du travail, il est de plus en plus mal payé et de plus en plus précaire.

Correspondant LO



# Lidl : même patron, même combat !

**Mercredi 9 mai, en Bretagne, de nombreux salariés de Lidl, caissières ou préparateurs de commandes mais aussi agents de maîtrise, ont suivi l'appel à la grève lancé par l'intersyndicale CGT, FO, CFTD, Unsa, CFE-CGC.**

Plus de la moitié des 62 magasins Lidl bretons ont fermé, pour quelques heures ou pour la journée. L'entrepôt de Ploumagoar, près de Guingamp, était également en grève.

Dans des tracts distribués aux clients ou dans la presse, les grévistes ont dénoncé le sous-effectif, l'augmentation des cadences, le chronométrage. Ils ont également dénoncé les licenciements pour inaptitude, sans reclassement, subis par les salariés qui n'arrivent plus à tenir le rythme de travail. Dans certains magasins, les salariés ont raconté l'épuisement psychologique causé par l'affichage permanent d'un classement du meilleur au moins bon d'entre eux... À l'entrepôt de Ploumagoar, les grévistes ont redit le stress et les troubles du sommeil dus à la machine à commande vocale dénoncée

par l'émission *Cash investigation* sur France 2, en septembre dernier.

L'intersyndicale réclamait « un plan d'urgence pour améliorer les conditions de travail de tous, dans les magasins et dans l'entrepôt de Ploumagoar ».

Cette journée de grève a eu lieu une semaine après la fin d'une mobilisation massive des salariés de Lidl en Belgique, du 23 avril au 1<sup>er</sup> mai. Partie de Liège, en Wallonie, la grève a fait tache d'huile et touché les 302 magasins Lidl belges, dont une

centaine ont fermé. Les cinq dépôts Lidl, deux en Wallonie et trois en Flandre, ont été bloqués jour et nuit. Soutenus par la population, les grévistes ont dénoncé les bas salaires, le chantage à l'emploi, l'extrême flexibilité des horaires, la surcharge de travail due au sous-effectif. Des voix se sont élevées pour dénoncer l'enrichissement de Dieter Schwarz, principal actionnaire de Lidl, et faire le lien entre l'augmentation de sa fortune personnelle, passée de 10,5 milliards d'euros en 2010 à 15 milliards en 2018, et l'exploitation accrue des 315 000 salariés de Lidl, dont la productivité a augmenté de 15% depuis 2013.

Dans les deux cas, la mobilisation a payé. En Belgique, le 1<sup>er</sup> mai la direction s'est engagée à recruter du personnel supplémentaire et à faire ralentir le rythme dans les magasins. En France, la direction régionale de Bretagne a pris le même engagement le 9 mai. Les salariés de Lidl n'ont pas fini de faire parler d'eux !

Julie Lemée

# Vélib' - Paris : les grévistes restent mobilisés

**Depuis le 17 avril, les travailleurs de Vélib' sont en lutte contre leur patron, Smovengo, filiale de grands distributeurs de pièces de rechange automobiles. Le nouvel exploitant a repris l'activité de location de vélos le 1<sup>er</sup> janvier, mais sa tentative de baisser les rémunérations des travailleurs, notamment les majorations des nuits, dimanches et jours fériés, n'est pas passée.**

Smovengo a saisi la justice. Selon lui, les grévistes auraient dû déposer un préavis cinq jours francs avant le début de leur lutte. Les travailleurs ont rétorqué qu'ils n'en voyaient pas la raison. Ils ont déjà mené une lutte au moment de l'arrivée de ce repreneur. Il y avait eu alors un jugement et personne n'avait fait valoir cette exigence face à un patron privé. Le juge des référés, lui, a cependant donné raison à Smovengo et déclaré la grève illicite, sous prétexte que l'entreprise est chargée de la gestion d'un service public. En revanche, il lui a interdit d'embaucher des intérimaires comme briseurs de grève.

Le juge a aussi exigé des grévistes qu'ils ne portent pas atteinte à la « liberté du travail » en bloquant les dépôts d'Alfortville, dans le Val-de-Marne, et

de Villeneuve-la-Garenne, dans les Hauts-de-Seine. Les travailleurs ont répliqué qu'il s'agit de barrages fil-trants. Mais le tribunal n'en a pas moins agité la menace d'une astreinte de 1500 euros par personne empêchée d'entrer et d'une éventuelle intervention de la police.

Les travailleurs ne se laissent pas intimider. Pour eux, il est clair que la direction se sert de leur grève pour masquer ses difficultés à mettre en place son système de location de vélos. Smovengo a eu le culot de prétendre que ses propres dysfonctionnements sont de la faute des grévistes. L'argument ne marche pas plus que tout le reste, et les grévistes de Vélib' poursuivent leur lutte. Avec raison, ils maintiennent toutes leurs revendications.

Jacques Fontenoy

**Lidl: ceci n'est pas du harcèlement**



## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, LUTTE OUVRIÈRE ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an.

Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

### Pour les malvoyants

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Gaza : halte au massacre des Palestiniens !

En tirant à balles réelles sur des habitants désarmés de la bande de Gaza qui protestaient le 14 mai contre le transfert à Jérusalem de l'ambassade américaine, l'armée israélienne a causé la mort d'au moins 59 Palestiniens, dont huit enfants de moins de 16 ans, et fait plus de 2 400 blessés.

Au moins 40 000 Palestiniens s'étaient massés en différents points le long de la clôture israélienne, pour la septième semaine de la Marche du retour organisée pour commémorer la Nakba (« catastrophe » en arabe). Celle-ci désigne l'exode de plus de 700 000 Palestiniens chassés de leurs maisons et de leurs terres au moment de la création d'Israël. Les manifestants entendaient aussi dénoncer le blocus imposé depuis plus de dix ans à la bande de Gaza, condamnant plus de deux tiers de ses habitants à vivre de l'aide humanitaire. En décidant le 12 mai de fermer l'unique point de passage des marchandises vers Gaza, aggravant ainsi la situation déjà dramatique des Gazaouis, le gouvernement israélien s'est livré à une nouvelle provocation.

L'inauguration de la nouvelle ambassade américaine à Jérusalem donnait une autre raison aux Palestiniens d'exprimer leur colère. Conquise en 1967 à l'issue de la guerre des

Six-Jours, la partie orientale de Jérusalem, peuplée très majoritairement de Palestiniens, avait été officiellement annexée en 1980 par Israël. Depuis, les autorités israéliennes n'ont jamais cessé de mener une politique de colonisation visant à en chasser les Palestiniens. Un récent rapport de l'Union européenne a estimé qu'entre 1967 et 2016 Israël avait conduit à Jérusalem une « politique de déportation silencieuse », notamment en révoquant les permis de milliers de résidents palestiniens, dans le but de préserver une « majorité juive substantielle ». En décidant, en décembre dernier, le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, Trump apportait son soutien ouvert à cette politique des dirigeants israéliens.

Depuis la création d'Israël, les dirigeants américains ont apporté un soutien indéfectible à l'État israélien, qui est pour eux un allié privilégié, gendarme de l'ordre impérialiste dans la région. Mais, soucieux de



À la frontière d'Israël, le 14 mai.

ne pas trop mettre les États arabes alliés des États-Unis en difficulté vis-à-vis de leur population, ils avaient aussi cherché à se donner une image de médiateurs entre Israéliens et Palestiniens.

Depuis son accession au pouvoir, par ses déclarations et ses prises de position, Trump ne se donne même plus cette peine et il encourage ainsi le gouvernement d'Israël, l'un des plus à droite de l'histoire du

pays, à poursuivre sa politique de colonisation d'une façon encore plus brutale et arrogante vis-à-vis des Palestiniens.

Depuis les premiers rassemblements à la frontière entre Gaza et Israël le 30 mars, les forces israéliennes auraient tué au moins 107 Palestiniens dans l'enclave et blessé environ 12 000 personnes. Cette répression s'inscrit dans la continuité de la politique

des gouvernements israéliens, une politique criminelle et sanglante qui alimente depuis 70 ans la révolte légitime des Palestiniens. Elle condamne aussi la population israélienne à vivre en permanence sur le pied de guerre, la transformant en gardiens de prison ou en bourreaux, comme cela a encore été le cas dans les massacres à la frontière de Gaza.

Marc Rémy

## Moyen-Orient : l'impérialisme prêt à un nouveau conflit

Le 8 mai, Trump a annoncé le retrait des États-Unis de l'accord signé en 2015 sur le nucléaire iranien. Moins de deux jours plus tard, le gouvernement israélien, qui avait poussé à cette résiliation, a mené une vaste opération de bombardements contre les forces iraniennes en Syrie. C'est peut-être le prélude à un nouveau conflit ouvert opposant directement l'État d'Israël, soutenu par les États-Unis, et l'Iran.

Au-delà des tweets grossiers, des propos musclés et d'un malin plaisir à prendre le contre-pied de son prédécesseur Obama, la politique de Trump est celle de l'impérialisme américain, qui amorce un virage consistant à tenter d'affaiblir l'Iran, en phase avec le gouvernement israélien dont

le ministre des Armées, Avigdor Liberman, répète paraît-il sans cesse qu'il a trois problèmes : « L'Iran, l'Iran, l'Iran ».

Le Premier ministre israélien Netanyahu a brandi aux Nations unies de prétendues révélations sur le non-respect de l'accord par l'Iran, qui valent bien les

mensonges sur les armes de destruction massive de l'Irak avancés autrefois par Bush pour justifier sa guerre. À cela s'ajoutent les pressions de l'Arabie saoudite, autre allié des États-Unis, qui veut battre en brèche l'influence de l'Iran.

L'enjeu est d'autant plus important qu'à travers l'Iran ce sont aussi le régime syrien et la Russie qui sont visés. Tant que ces trois puissances coalisées combattaient la déstabilisation de la région engendrée par l'organisation État islamique et d'autres groupes djihadistes, elles rendaient service aux États-Unis et aux autres puissances impérialistes, dont la France. Après avoir songé à se débarrasser du régime syrien de Bachar al-Assad, les États-Unis l'avaient donc accepté, par défaut ou à titre provisoire. Ce qui aujourd'hui leur pose problème n'est pas que subsiste en Syrie une dictature responsable de la mort de centaines de milliers de personnes, mais que son maintien s'accompagne

d'un renforcement de la puissance de l'Iran et de l'influence de la Russie dans la région et sur ce régime lui-même. Israël, d'accord sur ce point avec l'Arabie saoudite mais aussi avec de nombreux États arabes, dénonce l'implantation de l'Iran en Syrie, en Irak, au Liban et jusqu'au Yémen. Cela entre en résonance avec les visées des États-Unis, qui veulent dominer la région sans être dérangés par une autre puissance, la Russie, dont l'Iran est l'allié.

À peine un cauchemar a-t-il pris fin, celui de la population qui avait dû vivre dans les régions contrôlées par l'organisation État islamique, qu'on voit pointer une nouvelle guerre. Le Golan en particulier, ce plateau au sud-ouest de la Syrie qu'Israël occupe depuis la guerre des Six-Jours de juin 1967, est à nouveau au centre d'un risque d'embrasement de la région, et ce n'est peut-être qu'un début.

Une fois de plus, c'est une décision d'un gouvernement américain qui sera

peut-être à la source d'une nouvelle déstabilisation du Moyen-Orient, voire d'une nouvelle guerre. Trump ne fait là que montrer ce qui est la nature même de l'impérialisme. Celui-ci veut dominer le Moyen-Orient, et le dominer complètement. Il peut accepter à certaines périodes de transiger avec des régimes comme ceux de la Syrie, de l'Irak, voire de l'Iran ou même de la Russie qui, en fait, ne demandent qu'à lui rendre service. Mais il juge aussi que ces régimes cherchent trop à défendre leurs propres intérêts, à se trouver d'autres alliés, et donc ne sont pas fiables. Aussi, si cela lui est possible, il n'hésitera pas à les abattre, quitte à déclencher une nouvelle guerre.

L'annonce de Trump est-elle aussi celle d'une nouvelle guerre d'ampleur, ou seulement une rodonnade de plus ? En tout cas, elle est bien à l'image de l'impérialisme prêt à imposer sa domination à tout prix.

Jean Sanday



Le plateau du Golan occupé par Israël.